

(Dé)unis contre le terrorisme

Pierre Beaudet

Professeur à l'École de développement international et de mondialisation, Université d'Ottawa. Editeur des *Nouveaux cahiers du socialisme* (Montréal), membre du réseau « Intellectuel collectif internationaliste »

Aujourd'hui, tout le monde à Tunis discute de l'impact terrible de l'attentat contre des touristes qui est survenu plus tôt dans le mois. Les gens directement affectés sont ceux qui sont dans le tourisme, et qui sont plus d'un million dans ce pays. Car la Tunisie est choyée par des somptueuses richesses du côté de l'histoire, de son architecture et de sa nature. On peut s'y délecter entre les vestiges des grandes civilisations phénicienne, romaine, ottomane, arabe, et des plages qui comptent parmi les plus magnifiques de la Méditerranée, sans compter les splendides beautés du désert.

Traditionnellement, presque 10 millions de touristes, majoritairement européens, viennent en Tunisie, mais présentement, c'est la chute. Les grands opérateurs, entreprises vacancières et navires de croisière, vont ailleurs, puisque leurs compagnies d'assurance (pas leurs clients) leur disent de changer de cap. Habituellement durant les périodes de vacances, le port est assailli de méga paquebots pour des touristes d'un jour qui amènent des mannes d'Euros ce qui alimentent des milliers de taxistes, de guides et de restaurateurs. « Aujourd'hui c'est fini » nous raconte notre chauffeur de taxi.

Ce crash économique survient à un très mauvais moment. Déjà sous la dictature de Ben Ali, la Tunisie était la championne régionale des « chômeurs diplômés ». Le système d'éducation, qui avait été un des grands succès de la décolonisation, continue de produire des milliers de jeunes éduqués, mais il y a peu de travail. L'activité touristique apporte des devises et crée des emplois, mais pas du tout assez pour combler cet afflux des jeunes. L'industrie confinée dans les secteurs un peu archaïques du textile et du vêtement a été balayée par la concurrence asiatique. L'Union européenne n'a jamais été intéressée à aider la Tunisie à se doter d'une solide infrastructure industrielle, se contentant d'« écrémer » les diplômés. Mais maintenant la porte est fermée, conséquence de

la stagnation du capitalisme européen. Et il y a enfin la guerre, si proche et en même temps éloignée, qui tire toute la région dans le chaos et la destruction. Ici quand on parle de « Crise » (avec un « C » majuscule), ce n'est pas une exagération.

Les pouvoirs, qui sont restés dans les mains d'une petite élite tunisienne et de leurs alliés-protecteurs-dominateurs européens, n'ont aucune réponse à apporter. Et pour cause, ce sont eux qui ont mis en place le système qui arrive aujourd'hui en fin de course. Leur « rêve » d'une Tunisie « tranquille » remplie de belles plages et de bons restaurants, était fait pour le 1% et quelques poussières, pendant que la grande masse de la population était appelée à vivre la pénurie ou à émigrer. Pendant des années et particulièrement durant la pénible dictature de Ben Ali, ce 1 % a volé, torturé et détenu. Cette poignée de pillards entretemps mettait leurs millions à l'abri à Montréal, Paris, Los Angeles, tout en étant reçus par leurs copains dans les capitales européennes et nord-américaines. Au Québec et en France, les services de sécurité tunisiens menaçaient les nombreux opposants exilés et ceux qui le soutenaient. C'est ainsi que j'ai eu l'« honneur » d'être « convoqué » par l'ambassadeur tunisien parce que le journal Alternatives que je dirigeais à l'époque avait publié une entrevue avec des dissidents. Ce salopard savait très bien ce qu'il faisait. La GRC le savait très bien aussi. Quelques jours plus tard, des « étudiants » tunisiens téléguidés par le consulat et l'ambassade envahissaient nos réunions en nous traitant de « terroristes ». Ottawa était content, car cela permettait de sécuriser quelques misérables contrats avec des régimes de bandits, pas seulement en Tunisie, mais également en Algérie et en Libye.

C'est ce système pourri que les multitudes ont renversé en 2012 dans une immense insurrection populaire. La tâche de reconstruire était, et reste, immense, complexe, pleine de pièges. L'ancienne oligarchie a perdu « son » homme (Ben Ali), mais est restée solidement accroché à ses privilèges et ses villas de millionnaires sur les hauteurs de la ville. L'Union européenne, de même que les principaux États impliqués, n'étaient pas, et ne le sont toujours pas, intéressés à aider les Tunisiens à « réinventer » leur pays.

Pour ce 1%, la stratégie vise un seul but : rétablir la dictature sans le dictateur. Pour cela, il faut briser l'élan d'émancipation et frapper la galaxie de mouvements populaires qui ont été à l'origine du printemps arabe. Pour cela, il y a plusieurs moyens mis en place. D'abord, il s'agit de conclure un « deal », un pacte avec les islamistes « modérés » qui sont en fait des mouvements de droite plus ou moins déguisés. C'est ainsi que le parti Nidaa Tounès (dominé par les ex copains et ministres de Ben Ali) est maintenant allié à Ennahdha, un parti dans la mouvance des Frères musulmans, qui avait acquis une certaine base populaire à l'époque où il était dans l'opposition. L'opération vise à imposer un nouveau virage qui d'une part anéantirait les gains du printemps arabe au niveau des libertés civiles et d'autre part de « relancer » l'économie par de nouvelles politiques néolibérales qu'on présente comme, devinez quoi, une nécessaire « austérité ». En clair, cela veut dire coincer encore plus les jeunes et le secteur public, pour préserver la cagnotte du 1%.

Comme cela ne passe pas très bien, cette approche fait un détour par la « lutte contre le terrorisme ». Ça adonne bien, car effectivement des milliers de jeunes désespérés tunisiens, poussés par le chômage et l'humiliation, rejoignent les Djihadistes qui combattent en Libye (juste à côté) et même en Syrie et en Irak. Ces combattants tombent dans le piège de projets sans espoir, motivés par un anti-impérialisme de pacotille et entraînés dans de sanglantes batailles sectaires. Ils deviennent alors la cible « parfaite », l'ennemi parfait, pour les organisateurs de la « guerre sans fin » avec en tête les États-Unis et leurs larbins européens et canadiens, de même qu'avec les relais régionaux, Israéliens, Saoudiens et autres. La semaine dernière, des émissaires américains étaient dans la capitale tunisienne pour parler d'un « partenariat stratégique » avec le gouvernement dans la « lutte contre le terrorisme ». L'ambition des pompiers-pyromanes de Washington est d'entraîner tous et chacun dans cette misérable opération qui met 250 millions de personnes à risque d'Aden jusqu'à Bamako en passant par Gaza et Damas.

Pour la clique en Tunisie, en Égypte et ailleurs, l'occasion est belle pour solidifier les rapports avec les protecteurs impérialistes. Dans la rue à Tunis cependant, beaucoup de monde ne sont pas dupes. Attention, l'opinion ici est très montée contre les Djihadistes, à la fois pour des raisons pragmatiques (la crainte de l'effondrement du tourisme), et pour des raisons politiques et

idéologiques : la grande majorité des gens ne veulent pas d'un projet délirant au nom de la religion mais dans les faits dictatorial. Par ailleurs, les gens voient bien le jeu des puissants. C'est facile à comprendre que la « lutte contre le terrorisme » est un mot de passe qui veut dire rétablir l' « ordre » que le printemps arabe avait secoué. Ils voient aussi qu'en Europe et en Amérique du nord, la « lutte contre le terrorisme » devient une chasse aux immigrants et aux réfugiés et se transforme en un puissant courant raciste, islamophobe et réactionnaire, que des « démocrates » naïfs et des intellectuels de service endossent au nom d'une fausse laïcité qui est en fait un moyen de plus de remettre les malheureux à « leur place ». Et surtout, ils savent qu'on ne peut pas réellement combattre pas les Djihadistes en mettant des milliers de jeunes en prison, en verrouillant les associations populaires et en empêchant les chômeurs-diplômés de s'organiser.

La colère gronde dans ce pays et autour. Une vague sourde et impalpable est latente. La compréhension des réalités à la fois nationales et internationales est élevée parmi les milliers de jeunes Tunisiens rassemblés dans le Forum social mondial que les médias-mercenaires relèguent aux oubliettes partout dans le monde. 50 000 personnes pour parler de démocratie, du bien commun et de la dignité, c'est beaucoup moins important, évidemment, que le dernier attentat, surtout si des Européens sont tués. Mais ces 50 000, et d'autres millions dispersés dans les quartiers, les villages, les écoles, n'ont pas dit leur dernier mot. Le « printemps arabe » persiste et signe...